

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1935

N° _____

THÈSE

377

pour le DOCTORAT en MÉDECINE
(Diplôme d'État)

PAR

Alexandre NEUMAN

Né le 11 Avril 1910 à Galatz (Roumanie)

L'Avortement dans l'Histoire

Président de Thèse : M. L. TANON, Professeur

LIBRAIRIE L. RODSTEIN

17, Rue Cujas, 17

PARIS (V°)

1935

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1935

N° _____

THÈSE

pour le DOCTORAT en MÉDECINE
(Diplôme d'État)

PAR

Alexandre NEUMAN

Né le 11 Avril 1910 à Galatz (Roumanie)

L'Avortement dans l'Histoire

Président de Thèse : M. L. TANON, Professeur

LIBRAIRIE L. RODSTEIN

17, Rue Cujas, 17

PARIS (V°)

1935

I. — PROFESSEURS

	MM.
Anatomie	ROUVIERE.
Physiologie	BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	DESGREZ.
Bactériologie	DEBRE.
Parasitologie et histoire naturelle médicale.....	BRUMPT.
Pathologie médicale et générale	BAUDOUIN.
Pathologie chirurgicale	CHEVASSU.
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale.....	TIFFENEAU.
Thérapeutique	HARVIER.
Hygiène et médecine préventive.....	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....	LAIGNEL-LAVASTINE.
Pathologie expérimentale et comparée.....	FIESSINGER.
Hydrologie thérapeutique et climatologie.....	Maurice VILLARET.
	LOEPER.
Clinique médicale	CARNOT.
	CLERC.
	Marcel LABBE.
Hygiène et clinique de la première enfance.....	LEREBOUILLET.
Clinique des maladies des enfants.....	NOBECOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale.	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux.....	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	LEMIERRE.
	CUNEO.
Clinique chirurgicale	GOSSET.
	GREGOIRE.
	LENORMANT.
Clinique ophtalmologique	TERRIEN.
Clinique urologique	MARION.
	BRINDEAU.
Clinique d'accouchements	COUVELAIRE.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique	PROUST.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie.....	OMBREDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	RATHERY.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique	SERGENT.
Clinique de la Tuberculose	BEZANÇON.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte.....	MATHIEU.
	HOVELACQUE.
	MULON.
Professeurs sans chaire	OLIVIER.
	VERNE.
	MOCQUOT.



II. — AGREGES EN EXERCICE

MM.

BENARD Henri.... Pathologie médicale.
 BERNARD E. .. Pathologie médicale.
 BESANÇON (J.). Hydrologie.
 BOULIN Pathologie médicale.
 BULLIARD Histologie.
 CATHALA Pathologie médicale.
 CHEVALLIER.. Pathologie médicale.
 DOGNON Physique.
 FEY Urologie.
 GALLIARD . .. Parasitologie.
 GASTINEL Bactériologie.
 DE GAUDART D'ALLAINES..... Pathologie chirurgicale.
 GAYET Physiologie.
 GIROUD Histologie.
 HAGUENAU . Pathologie médicale.
 HALPHEN Oto-rhino-laryngologie.
 HAZARD Pharmacologie.
 HUGUENIN .. Anatomie pathologique.
 JOANNON Hygiène.
 LABBE (Henri). Chimie biologique.
 LACOMME Obstétrique.
 LANTUEJOUL.

MM.

LAROCHE (Guy) Pathologie médicale.
 LEMAIRE Pathologie expérimentale.
 LEVEUF Pathologie chirurgicale.
 M^{me} J. LEVY .. Pharmacologie.
 LEVY-VALENSI Neuro-psychiatrie.
 MOREAU Pathologie médicale.
 MOULONGUET. Pathologie chirurgicale.
 MOUQUIN Pathologie médicale.
 OBERLING Anatomie pathologique.
 PETIT-DUTAILLIS..... Pathologie chirurgicale.
 PIEDELIEVRE. Médecine légale.
 PORTES Obstétrique.
 RICHET Physiologie.
 SANNIE Chimie biologique.
 SENEQUE Pathologie chirurgicale.
 TROISIER Pathologie expérimentale et comparée.
 TURPIN Pathologie médicale.
 VIGNES Obstétrique.
 WILMOTH Pathologie chirurgicale.

III. — AGREGES RAPPELES A L'EXERCICE

pour le service des examens

MM.

ALGLAVE Pathologie chirurgicale.
 BUSQUET Pharmacologie.
 CHAILLEY-BERT Physiologie.

MM.

LEROUX Anatomie pathologique.
 NEVEU-LEMAIRE Parasitologie.
 ZIMMERN Physique.

IV. — AGREGES CHARGES DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE à titre permanent

MM.

ABRAMI Clinique médicale.
ALAJOUANINE. Clinique médicale.
AUBERTIN Clinique médicale.
BRULE Clinique médicale.
CHABROL Clinique médicale.
CHIRAY Clinique médicale.
DONZELOT .. Clinique médicale.
DUVOIR Clinique médicale.
LIAN Clinique médicale.

MM.

PASTEUR-VALLERY-RADOT. Clinique
médicale.
SEZARY Clinique médicale.
ECALLE Clinique obstétricale.
GUENIOT Clinique obstétricale.
LE LORIER ... Clinique obstétricale.
LEVY-SOLAL.. Clinique obstétricale.
METZGER Clinique obstétricale.

MM.

BASSET Clinique chirurgicale.
BROCQ Clinique chirurgicale.
CADENAT Clinique chirurgicale.
GATELLIER .. Clinique chirurgicale.
HEITZ-BOYER. Clinique chirurgicale.
MOURE Clinique chirurgicale.
QUENU Clinique chirurgicale.
SCHWARTZ ... Clinique chirurgicale.
VELTER Clinique obstétricale.

V. — CHARGES DE COURS

MM.

CHAILLEY-BERT, agrégé Education physique.
LEDoux-LEBARD Radiologie clinique.
WEIL-HALLE Puériculture.
FREY Stomatologie.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MON PERE ET A MA MERE

*Faible témoignage de ma profonde
affection.*

A MON FRERE

A NOTRE PRESIDENT DE THESE

A MONSIEUR LE PROFESSEUR TANON

Officier de la Légion d'Honneur

Professeur d'Hygiène et de Médecine Préventive

*Qui nous a fait l'honneur d'ac-
cepter la présidence de notre thèse.
Hommage de notre profond respect.*

CHAPITRE PREMIER

On a beaucoup parlé sur l'avortement ; on en parlera encore. Des solutions différentes sont en présence, mais comme en thérapeutique, quand nous nous trouvons en présence d'une maladie dont on nous propose un grand nombre de remèdes, cela prouve tout simplement qu'on n'a pas encore trouvé le bon ; dans la question si complexe de l'avortement, et surtout de l'avortement dit criminel, la grande agitation qui règne, les polémiques parfois assez vives qui se font jour, prouvent qu'on est assez loin d'une solution équitable qui mettra d'accord tout le monde. Pourquoi ? Parce que le problème de l'avortement dit criminel est une question essentiellement sociale et, comme dans toute question sociale, il n'y a pas seulement la raison qui juge, il n'y a pas seulement l'esprit scientifique qui règne, pourtant si nécessaire pour résoudre un problème si vaste, mais assez souvent les idées politiques, les passions, les croyances religieuses des auteurs interviennent dans le débat altérant le caractère et faussant le résultat.

Aujourd'hui, on peut dire que nous nous trouvons en présence de deux thèses contradictoires. Toutes les deux partent du même principe : que l'avortement est une

calamité, un mal social qui fait des millions de victimes chaque année dans le monde entier dont il faut trouver un remède efficace. Mais justement ici, les divergences apparaissent. D'après les uns, le moyen efficace de combattre l'avortement est la répression sévère. Pour les autres, l'avortement étant uniquement une question sociale, ne saurait être résolu du jour au lendemain, sans un profond remaniement social. Ceux-là préconisent la légalisation de l'avortement tout en attendant des jours meilleurs.

Il faut faire place à un autre point de vue, complètement différent des deux autres par les principes mêmes qui résident à sa base. Nous voulons parler des néo-malthusiens. Ceux-ci partent de la conception que les hommes, en se multipliant plus vite que les moyens de subsistance arriveront fatalement dans une situation désespérée où l'humanité se verra réduite à la famine par le nombre trop grand de ses composants. Ils préconisent la limitation des naissances et envisagent l'avortement de ce point de vue.

Le but de ce travail n'est pas de prendre parti pour les uns ou pour les autres. Nous voudrions, en examinant toutes les conceptions ci-dessus citées, essayer de tirer quelques conclusions qui pourront peut-être servir à en éclaircir certains côtés.

Nous ne pourrons résoudre aucun des grands problèmes qui se posent devant nous en étudiant seulement l'aspect actuel de ces problèmes. La méthode métaphysique d'envisager les choses nous apparaît au premier abord comme extrêmement plausible, car elle est celle du « sens commun ». En effet, une chose existe ou n'existe pas et ne peut pas être à la fois elle-même et une autre qu'elle-même, le négatif et le positif s'excluent mutuellement, la cause et l'effet sont en opposition directe l'une à l'autre. Cette manière de voir les choses peut résoudre et servir d'interprétation à un grand nombre de phénomènes qui nous entourent. Mais il y a un moment où cette manière de voir ne suffit plus. Il nous est très facile de dire, avec exactitude, si un être existe ou n'existe pas ; mais en approfondissant le problème, la chose devient plus complexe et parfois impossible à résoudre. En prenant un exemple qui intéresse spécialement notre question : quand peut-on dire avec exactitude que l'enfant dans le sein de sa mère est un être dont la suppression constitue un assassinat ? Et qui peut dire le moment précis de la mort ?

Pour éclaircir ces problèmes, on ne peut pas les étudier dans leurs attitudes statiques, figées, mais dans leurs évolutions, dans leur développement successif, c'est-à-dire dialectiquement.

Des temps les plus reculés les philosophes ont envisagé les choses de cette manière, qui peut être résumée dans la pensée célèbre d'Héraclite : « Tout

coule ». Manière un peu simpliste évidemment et ce n'est que Hegel qui a défini complètement la méthode dialectique en y fixant les règles. Tout coule... pas comme un fleuve tranquille, mais avec des heurts, des chocs, des violences, des transformations de qualité en quantité en inversement.

Nous voudrions essayer d'appliquer cette manière de voir du grand philosophe idéaliste Hegel à l'évolution de l'idée de l'avortement dans le passé jusqu'à nos jours, mais en lui donnant une base matérialiste.



Les idées sur l'avortement n'ont pas toujours existé dans la forme et le contenu qu'elles présentent aujourd'hui. Elles ont évolué avec le développement de l'humanité en prenant toujours les aspects correspondant à ce stade de développement. Du point de vue de la conception sur l'avortement, nous pouvons diviser l'évolution de l'humanité en trois grandes périodes :

- 1° La période matriarcale ou de communisme primitif,
- 2° la période patriarcale où la propriété individuelle fait son apparition,
- 3° la période actuelle où nous commençons à envisager la question du point de vue social.

Sur la première de ces périodes les documents qui nous sont restés sont très réduits. Mais en étudiant les légendes dont la mythologie grecque constitue un trésor inépuisable, et la vie des tribus sauvages qui mènent

encore de nos jours une existence comparable au communisme primitif, on peut se rendre compte de ce que la vie pouvait être pour nos ancêtres.

L'existence même de cette période est indéniable. L'homme sauvage insouciant ne pense jamais au lendemain, mange tout ce qu'il peut récolter sans faire jamais de provisions ; la femme sauvage, au contraire, restant à la maison, s'occupant de l'organisation de la tribu, de l'élevage des enfants, est plus attentive, plus raisonnable. C'est elle qui garde les provisions. Et comme ils vivent dans une promiscuité complète, les enfants savent toujours qui est leur mère mais jamais qui est leur père. Et comme toute la vie se passe en commun, et comme toute chose appartient à tout le monde, les enfants mêmes appartiennent à la tribu. Une offense apportée à un des membres de la tribu est considérée comme une offense portée à toute la tribu. La tribu ne se venge pas précisément sur l'auteur de l'offense mais sur n'importe quel membre de la tribu dont l'offenseur fait partie (1).

L'avortement provoqué n'existait pas dans cette période et ne pouvait pas exister. L'homme primitif, tel qu'on le trouve encore dans certaines peuplades de l'Australie, ne fait aucune liaison entre l'enfant et l'acte générateur. Il prenait donc l'acte sexuel comme une chose en soi. Cette manière de voir, même quand

(1) Paul Lafargue. « Déterminisme économique ». — Engels : « L'origine de la famille, de la propriété et de l'Etat ».

les hommes ont trouvé la liaison exacte entre l'acte sexuel et l'enfant, était encore en honneur dans le monde antique et nous verrons que seulement avec l'apparition du christianisme les conceptions changent.

Le passage de la filiation maternelle à la filiation paternelle, la prise du pouvoir par le père, constitue une des plus grandes révolutions de l'humanité. Ce passage n'étant que la répercussion d'une autre transformation dans l'ordre des moyens de production, c'est-à-dire, le passage du communisme primitif à la propriété individuelle. Nous ne pouvons pas nous étendre sur toutes les phases de cette transformation, mais comme suite à ce changement d'autorité les idées sur l'avortement évoluent. Tout appartient au père, au *pater familias*, aussi bien les choses que les êtres. Le père dispose de la vie et de la mort des membres de sa famille. La femme ainsi que l'enfant qui se trouvent dans ses entrailles lui appartient et il peut en disposer à sa guise. Nous avons des documents qui nous sont restés de cette période et qui nous montrent l'exactitude de cette conception. En étudiant quelques-unes nous verrons comme toute atteinte apportée à l'enfant dans le sein de sa mère, constitue une offense, un préjudice, apporté au père (1), dont il

(1) « Elle est fondée sur la domination de l'homme, avec le but exprès de procréer des enfants d'une paternité incontestée et cette paternité est exigée parce que ces enfants doivent en qualité d'héritiers directs, entrer un jour en possession de la fortune paternelle. » L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat. Engels.

se venge en punissant le coupable. Au contraire, les actes du père ne constituent pas des choses légiférables, car ils se passent dans un domaine privé qui ne regarde que lui.

En résumé, l'enfant, même simplement conçu, appartient déjà au père, c'est lui le véritable générateur, tandis que la mère ne fournit que la demeure et la nourriture. Et, il n'est pas impossible de trouver dans l'antiquité des peines qui menacent la femme coupable de s'être fait avorter contre le gré de son mari. Mais ce qu'on ne trouve nulle part dans l'antiquité, c'est la punition de l'avortement commis par la femme enceinte avec le consentement de ceux qui exercent une autorité sur elle. Pour donner un tableau d'ensemble de la législation des peuples avant Jésus-Christ, il faudrait les étudier d'abord séparément, ce qui veut dire étudier leur manière de vivre qui seule peut nous amener à expliquer les différences de nuances entre ces législations.

*
**

Une des législations les plus remarquables de l'antiquité est la législation Egyptienne. Etant donné le développement de ce peuple et le rôle important qu'il jouait dans l'antiquité par son commerce nous voyons chez lui un grand souci en ce qui concerne la sauvegarde de la vie humaine et surtout, ce qui est caractéristique pour ce temps, pour les étrangers de la Cité : « Celui qui tuait volontairement un homme, soit libre, soit esclave, était

condamné également à perdre la vie. Aucune distinction entre le citoyen libre et l'étranger, le noble et l'esclave (1). »

Comment se comporte cette législation envers l'avortement ? Deux comparaisons vont nous fixer là-dessus. Diodore de Sicile, auteur grec du temps d'Auguste, dans son *Histoire Universelle* (2), nous dit :

« Les patricides étaient condamnés à un supplice aussi cruel que recherché. Après leur avoir coupé sur le corps des morceaux de chair de la longueur du doigt, on les entourait d'épines, et ils étaient brûlés vifs. »

Plus loin, en nous parlant des parents qui tuent leurs enfants Diodore de Sicile nous dit :

« On les obligeait à tenir embrassé pendant trois jours et trois nuits le cadavre de cet enfant et une garde préposée par l'autorité publique veillait à l'exécution du châtement. »

Si tel était la différence entre les deux punitions, on peut se demander, à juste titre, quel pouvait être la punition d'une femme qui se faisait avorter ?... L'auteur ne nous dit rien là-dessus, malgré sa prétention de donner une énumération complète des peines, mais nous pouvons le concevoir aisément.

Une autre civilisation ancienne, dont le commerce rayonnait dans le monde entier, celle de la Mésopotamie, nous a laissé des lois plus précises sur l'avorte-

(1) L'évolution des idées sur l'avortement provoqué. G. Zancarol, Paris, 1934.

(2) Diodore de Sicile. Trad. en franç. par A. Miot, Paris, 1934.

ment. Nous ne pouvons pas discuter dans le détail les différentes lois (1) qui traitent de notre sujet. Mais il faut relever l'article 54 des Recueils des Lois Assyriennes, découvertes dans l'ancienne Assur et publié en 1920 par O. Schroeder traduit par V. Scheil qui dit :

« Si une femme, *de sa propre initiative*, se fait tomber la chose de son intérieur, on l'empalera sur du bois, on ne l'ensevelira pas. » « La même peine sera infligée au cadavre si elle vient à mourir par suite de ces manœuvres avortives. »

On pourrait croire que cette peine sévère qui frappe la femme qui se fait avorter sert pour sauvegarder la vie du fœtus. Mais si nous étudions plus attentivement l'esprit de la législation babylonienne, nous nous rendons compte qu'il n'en est rien. Tout est fait ici pour sauvegarder les droits du père. Et les mots « *de sa propre initiative* » le prouvent dans une certaine mesure (1).

Nous passerons rapidement en revue la Palestine, sur laquelle nous reviendrons dans la suite en étudiant le Christianisme, la Perse et l'Inde.

Chez tous ces peuples, l'avortement n'était puni que

(1) Code Hammourabi, code Hittite. Voyez le Code Hittite, trad. Frédéric Hrozný, Paris, 1922.

(2) Scheil, v. Recueil des lois assyriennes, Paris, 1921.

(1) Voir: G. Zancarol. L'évolution des idées sur l'avortement provoqué. Paris, 1934, p. 25 et 29.

quand il portait préjudice aux parents et surtout au père (2).

Il n'y a que chez les Perses où une condamnation précise de l'avortement soit exprimée clairement. On la trouve dans la loi de Larathoustra (3) qui est une loi purement morale ; et même dans ce cas, il ne s'agit que d'une fille qui se fait avorter. Quant à l'avortement commis par une femme, cette loi ne dit rien.

*
**

A mesure que le développement de la société se poursuit, les idées morales et juridiques se transforment pour pouvoir s'adapter aux nouvelles conditions d'existence. Mais nous ne pouvons pas préciser avec exactitude le moment où commence cette transformation. La période gréco-romaine en présentant encore les vieilles conceptions sur l'avortement contient déjà le germe qui donnera naissance à la conception chrétienne, celle qui domine aujourd'hui dans une grande partie du monde.

D'après Platon, l'âme est formée en dehors de l'utérus et l'enfant l'aspire avec son premier souffle. Pendant la grossesse il est une partie de sa mère. Au contraire, Aristote dit dans sa « Génération des animaux » : « Il est impossible, en effet, de considérer l'embryon comme étant sans âme et absolument privé de toute espèce de vie. » Mais cette âme n'est qu'une âme nutritive, et en

(2) Voir: Loiseleur Deslongchamp. La loi de Manou. 1833. — Thomissen. Le droit criminel dans les livres sacrés de l'Inde. Bruxelles, 1864.

(3) Voir: Le livre sacré du Zoroastrisme, traduit par C. de Harlez. Paris, 1881, p. 160.

ce qui concerne l'âme humaine, dit le philosophe, le moment où elle prend possession du corps est très difficile à préciser (1).

Mais si nous étudions la philosophie la plus répandue dans le monde grec, le stoïcisme, Plutarque nous apprend que, suivant l'opinion unanime des Stoïciens, l'embryon fait parti du sein de la mère dont il tombe au moment opportun, comme les fruits qui font partie des arbres tombent quand ils sont entièrement mûrs (2).

A Rome, le pouvoir du *Pater familias* était absolu. Dans toute la législation romaine on ne trouve pas de punition pour l'avortement quand il est produit avec l'autorisation du père.

Il faut conclure sans hésitation qu'aussi bien dans la civilisation gréco-romaine que dans celle des peuples orientaux, l'avortement était une pratique légale.



Ce qui caractérise cette période de l'humanité est la vie patriarcale. Le *Pater familias*, le chef de la famille est le maître absolu chez lui. C'est lui qui établit le budget de la famille, c'est lui qui partage les biens d'après un critérium qui lui est propre. Etant le possesseur des champs, bétail et outils, il est en même temps le maître de tout être vivant de sa famille, dont il peut disposer à sa guise mais surtout d'après les besoins de la commu-

(1) Œuvres de Platon, trad. par Victor Cousin.

(2) Traité de la génération des animaux d'Aristote, par J. Barthélémy. St-Hilaire, Paris, 1887.

nauté qu'il dirige. Si les intérêts de tous l'obligent à se débarrasser d'un ou de plusieurs membres de la tribu pendant une famine par exemple, il n'hésite pas à le faire. Et c'est par ses enfants ou les enfants de ses enfants qu'il débarrassera la tribu des membres inutiles qui mangent sans rien produire. L'histoire est remplie de ces faits. De même avec les prisonniers de guerre. Si on en a besoin dans la tribu le prisonnier devient membre de la communauté avec les mêmes droits et devoirs que tous. Mais si la tribu n'en a pas besoin, les prisonniers sont tués car en absence d'un emploi ils deviennent au contraire une charge supplémentaire.

Un temps arrive où les rapports de production changent et implicitement les rapports entre les hommes. Par les guerres qu'ils mènent entre eux les tribus arrivent à arrondir les biens en troupeaux ou en terres au détriment de tribu vaincue. Les outils et l'expérience des hommes se perfectionnent. Pour sauvegarder leurs biens plusieurs familles se mettent ensemble, dans la même cité, mais en gardant chacune sa vie privée. Il n'y a que l'administration de la cité et la guerre qui sont faites par tous ensemble.

Les biens devenant de plus en plus abondants, l'utilité des hommes pour les administrer et les faire fructifier se fait sentir de plus en plus. Les prisonniers de guerre ne sont plus tués, au contraire ils deviennent un facteur important de la cité, ils deviennent des esclaves. Des guerres sont organisées avec le seul but de se pro-

curer des esclaves. L'esclavage était le premier commerce rentable dans l'antiquité.

La vie dans la cité amène une complication de l'existence, la vie en société amène à côté de certains avantages des limites au pouvoir absolu du *pater familias*. Son autorité commence à décroître. La production s'élargissant de plus en plus par l'intermédiaire des esclaves, son rôle devient de plus en plus réduit ; les guerres ne sont plus menés par le seul chef de la famille, mais par un commandant élu par la cité. En un mot, la vie est devenue sociale, mais la superstructure est restée patriarcale. Les idées sur l'avortement ont subi la même évolution.

La période culminante où, entre la situation de fait et la situation de droit existait un abîme, est justement l'apparition du christianisme.

Nous ne pouvons pas faire ici une analyse complète de cette situation mais chacun connaît l'accueil favorable que la nouvelle morale a trouvé. Tout le monde sait que le christianisme dans ses débuts était une théorie révolutionnaire, qu'elle s'adressait aux pauvres où d'ailleurs elle a trouvé le meilleur accueil, et qu'elle a été âprement combattue par les puissances du jour. Ce n'est qu'avec le temps que le christianisme a perdu son caractère primitif.

Voyons donc dans quelle mesure la nouvelle religion résout la question de l'avortement.

Dans la Bible hébraïque il n'est jamais question de punir une femme qui se fait avorter avec le consentement

du mari. Un paragraphe célèbre de l'Exode, chapitre XXI § 22 et suivant (1) dit :

« Si les hommes se querellent et qu'ils heurtent une femme enceinte et la fassent accoucher, sans autre accident, ils seront punis d'une amende imposée par le mari de la femme, et qu'ils paieront devant les juges. Mais s'il y a un accident, tu donneras vie pour vie, œil pour œil, dent pour dent, main pour main, pied pour pied, brûlure pour brûlure, etc... ».

Cette façon de voir ne pouvait plus correspondre à la situation sociale existante et les traducteurs ne se sont pas gênés d'accommoder la Bible à leur point de vue. La traduction faite vers le troisième siècle, appelée Septante, substitue à la phrase :

« S'il y a accident tu donneras vie pour vie, etc... » les mots :

« *Si l'enfant était formé, tu donneras etc...* ».

Et dans l'alinéa précédent on change la phrase :

« Qu'elle accouche d'un enfant mort sans qu'elle meurt elle-même, par la phrase : « *Et que son enfant sorte non formé* ».

C'est la source même des idées de l'église sur l'avortement. Mais l'église est idéaliste par son essence même.

La source de cette idéalisation remonte moins à Jésus-Christ qu'à Saint-Paul.

Le bannissement de l'avortement par l'église est en liaison et découle directement « *du péché de la chair* ».

(1) La Sainte Bible traduite d'après les textes originaux. Hébreu et Grec, par Louis Segon, Paris, 1929.

Mais ce pêché n'a pas son origine chez Jésus. Jésus n'est point misogyne ; il est au cours de sa prédication, entouré de femmes ; il est indulgent et doux à l'adultère ; sur la montagne il proclame bienheureux les doux, les pacifiques, les justes, mais ne dit point : « *Bienheureux les chastes* ».

M. Henri Bellamy (1) écrit, ce qui nous semble juste : « l'inventeur du pêché de la chair n'est point Jésus, c'est Saint-Paul ». Mais il nous semble moins réel quand il écrit : « Le futur apôtre a passé 50 ans lorsque, sur le chemin de Damas le Christ lui apparaît pour le soumettre à sa loi. Cinquante ans, le retour d'âge, le temps pour beaucoup d'hommes des premières inquiétudes sexuelles... Son illumination intérieure cristallisera autour de cette idée que toute fornication est en soi un crime et il promènera dans presque tout le monde connu l'Evangile d'une chasteté agressive et malsaine ». Cette argumentation freudienne peut expliquer la psychologie de Saint-Paul, mais elle est incapable d'expliquer « Le mouvement d'ascétisme forcené qui désola les premiers siècles du Christianisme ». Et nous croyons que seule la mystique religieuse ne justifierait pas la prise à la lettre des paroles de Saint-Mathieu (2) ; le nombre ex-

(1) Henri Bellamy a écrit sur le sujet qui nous intéresse des articles très intéressants dans des numéros successifs de la Revue: Le problème sexuel, Paris 1934-35.

(2) « Il y a des eunuques qui sont sortis du sein de leur mère, il y en a qui ont été faits eunuques par les hommes, et il y en a qui se sont faits eunuques pour le royaume des cieux. Qui peut comprendre cela le comprenne. » Mathieu XIV-10-12.

traordinaire de mutilés et de castrés des premiers siècles du christianisme contre qui, les pouvoirs publics ont pris des mesures (pour ne citer que les édits des Empereurs Constantin et Justinien) le prouve.

La raison matérielle, profonde, qui peut expliquer la vogue de la parole de Saint-Paul et son adaptation par le monde de son temps, c'est Tertullien qui, peut-être sans le vouloir, est amené à nous la donner quand il écrit :

« Le fardeau d'une postérité devrait suffire à lui seul pour nous contenir dans le célibat ».

Mais revenons à Saint-Paul. Voilà comment il formule son opinion sur le mariage (1).

« Pour ce qui concerne les choses dont vous m'avez écrit, il est bon pour l'homme de ne point toucher une femme... Je dis à ceux qui ne sont pas mariés et aux veuves qu'il est bon de rester comme moi. Mais, s'ils ne peuvent se contenir, qu'ils se marient, car il vaut mieux se marier que brûler ». Et plus loin : « Celui qui épouse sa vierge fait bien, mais celui qui ne l'épouse pas fera mieux » (2).

Toute la théorie de l'église sur cette question est imprégnée de l'esprit paulinien. Elle peut se résumer :

1° La fornication constitue un péché mortel, « *repleti fornicatione... digni sunt morte* » dit Rome.

(1) Epître aux Corinthiens VII I-10.

(2) A quoi Saint Jérôme répond et avec juste raison : « Je suspecte la qualité d'une chose qui n'est qu'un moindre mal. Je ne veux pas un mal léger, je veux ce qui est bon pour soi-même ».

2°. Le mariage n'est qu'un mal toléré à une condition : de ne pas contrarier le vœu de la nature, en esquivant la conséquence physiologique normale de l'acte, qui est la conception de l'enfant. C'est « l'inviolable devoir » dit Pie XI dans son encyclique « *Casti connubii* » du 30 décembre 1930.

De cette façon l'église accommode son dogme aux nécessités sociales (1). Depuis, l'église a mis au point sa théorie sur l'avortement qui peut se résumer ainsi : l'ovule doit à la fraction de seconde de sa fécondation d'être considéré comme un homme, doué d'une âme immortelle ayant droit au baptême, et que par conséquent on ne peut supprimer sans commettre un crime pire même que l'homicide (2).

1) C'est depuis le V^e siècle seulement que l'Eglise formule une théorie sociale du mariage qu'on aurait cherchée en vain auparavant. Ainsi Saint Augustin fut le premier à parler de l'honnête bonheur d'avoir des enfants » dont l'éducation religieuse multipliera les adorateurs du vrai Dieu.

2) Aujourd'hui, l'Eglise est moins intransigente, il paraît même que certaines concessions commencent à se faire jour surtout en ce qui concerne la période agénésique. Voir Henri Bellamy op, cit.

CHAPITRE II.

Quelle est la situation aujourd'hui ? Deux mille ans de Christianisme ont eu une influence profonde sur notre esprit et pourtant le problème de l'avortement n'a pas été résolu ; au contraire, il est devenu un problème social d'une telle envergure qu'il émouvoit les pouvoirs publics. On prend des mesures pour enrayer ce fléau terrible. Des lois répressives d'une rigueur extrême se sont fait jour. Pour ne parler que de la France, l'ancien article 317 renforcé par la loi du 31 juillet 1920 et modifié par la loi du 27 mars 1923 punit sévèrement les femmes qui se font avorter ainsi que les gens qui pourront les aider. Et pourtant le nombre d'avortements ne fait que s'accroître (en France ce nombre est de 500.000 par an d'après les statistiques officielles, mais leur nombre réel, d'après les sommités de la science médicale, est beaucoup plus élevé). Comment peut-on expliquer ce chiffre immense ? Quelles sont les causes profondes de ces avortements malgré les lois existantes, malgré les efforts de persuasion continus, malgré les dangers extrêmes qui menacent la femme qui se fait avorter et qui peuvent lui coûter la vie ?

*
**

Les causes de l'avortement clandestin ont été maintes

fois exposées et analysées. Nous nous bornerons à en énumérer quelques unes.

Une des causes des plus importantes réside dans l'importance croissante que prend la femme dans l'industrie moderne.

L'essor de l'industrie n'a pas seulement dépeuplé les villages, mais a attiré dans les fabriques un nombre considérable de femmes et de jeunes filles. On compte en France 2.046.000 femmes occupées dans l'industrie et 972.669 dans le commerce, ce qui fait 3.460.669 femmes qui travaillent et dont l'âge ne dépasse pas 35 à 45 ans. On comprend facilement qu'une grossesse pour une de ces femmes n'a rien d'agréable, car cela veut dire un arrêt de travail immédiat et, pour plus tard, une surcharge pour son budget souvent peu élevé.

Deux choses viennent ensuite aggraver cette situation peu brillante :

a) La crise économique qui par le chômage qu'elle engendre diminue dans des proportions considérables les ressources de la femme qui travaille.

b) La situation sociale de ces femmes, qui dans l'énorme majorité ne sont pas mariées. Ainsi sur les 2.460.000 femmes qui sont occupées dans l'industrie, 880.000 femmes sont pourvues d'un mari (dans le commerce la situation n'est pas meilleure car plus de la moitié sont dépourvues de mari).

La conséquence de cet état de choses est évidente. Toutes ces femmes doivent entretenir leurs enfants avec un seul salaire.

Pour montrer les conséquences détestables que la situation de la fille-mère a sur les naissances, et pour expliquer le grand nombre d'avortements clandestins qui se produisent dans cette catégorie de femmes, nous citerons le passage suivant retiré d'une « Etude de certaines causes de mortalité maternelle » (rapport épidémiologique de la Société des Nations 1930). « L'état de mariage et de non mariage de la femme joue un rôle considérable dans la mortalité maternelle. Les mères non mariées accouchent souvent dans des conditions relativement peu hygiéniques. Ainsi, d'après le rapport de la commission d'Aberdeen, qui porte sur 34.654 naissances, dont 3.331 illégitimes, enregistrées au cours des dix dernières années, le taux de la mortalité chez les mères non mariées avant la naissance est de plus du double de celui des femmes mariées ».

On nous prouve donc la mauvaise situation économique dans une de ses conséquences : la mortalité maternelle. Nous comprendrons plus facilement que dans ces conditions on évite d'avoir des enfants.

Même dans un ménage légitime, souvent la situation matérielle retient les parents d'avoir des enfants, surtout s'ils en ont déjà deux ou trois et s'ils sont en chômage partiel ou total.

Une autre cause de la limitation des naissances, et par suite d'avortements, c'est, surtout dans les grands centres, la crise du logement. Un mot d'esprit qui circule et qui contient beaucoup de vérités : — « Avez-vous des enfants Madame ? » — « Non, c'est si petit chez nous ». Cette

cause est surtout vraie pour le département de la Seine qui a la densité la plus forte du monde avec 9.663 habitants par kilomètre carré (Londres n'en a que 4.158 par km² et Berlin 4.353 par km²).

A la campagne, la situation n'est pas meilleure.

A ces causes certains prétendent ajouter la crise morale et religieuse. Evidemment, nous assistons à une crise religieuse, mais est-ce qu'on ne devrait pas admettre la crise religieuse comme quelque chose d'inhérent à notre civilisation ? Et dire que la crise morale et religieuse ne sont qu'une suite logique de notre développement économique ?

Nous ne pourrions mieux résumer les causes d'avortement que par la célèbre phrase d'un maître de la médecine : « La grande faiseuse d'anges c'est la misère ».

Et pourtant, nous savons que l'avortement provoqué sévit avec intensité dans les couches aisées de la population. C'est une habitude qui est passée presque dans les mœurs que de n'avoir pas plus que 1 ou 2 enfants. Les causes « du *filis unique* » peuvent être résumées dans les soucis multiples d'ordre mondain qui prennent à la femme moderne un temps considérable en lui laissant très peu pour les enfants.

*
**

Aussitôt que nous tâchons d'avoir une statistique complète des avortements provoqués, nous nous heurtons à des difficultés insurmontables. Tous ces chiffres que nous pouvons obtenir ne font que refléter un tableau pâle d'une situation réelle beaucoup plus terrible.

Dans une revue du bureau d'hygiène de la Société des Nations, « Essais d'une statistique comparative de la morbidité devant servir à établir les listes spéciales de la morbidité par le docteur E. Roesle, Genève 1928 », on dit :

« Dans la nomenclature internationale, les suites de l'avortement disparaissent en partie dans la rubrique n° 144 (hémorragies puerpérales et en partie dans la rubrique n° 146 (fièvres puerpérales). »

« La comparaison des données de la statistique de la morbidité de Leipzig concernant la fréquence de l'hémorragie puerpérale » (rubrique n° 144) et des avortements (rubrique 143) avec ceux de la caisse locale d'assurances maladie de Berlin fait supposer que, dans la première de ces deux statistiques, de nombreux avortements ont été enregistrés sous la rubrique n° 144, ainsi que le fait ressortir le tableau ci-dessous :

Indications fournies par	Nombre par 100-000 femmes membres, des cas de maladie ayant entraîné une incapacité de travail	
	à la suite d'avortements	à la suite d'hémorragies puerpérales
Caisse locale d'assurances ..		
maladie de Leipzig	642	425
Caisse locale d'assurances ..		
maladie de Berlin	2418	15
Différence (+ ou -).....	+ 1776	— 410

La différence entre 15 et 425 nous fait tout de suite soupçonner la rubrique « hémorragies puerpérales ».

M. C. Stanca, agrégé à la Faculté de Médecine de Cluj.

médecin en chef de la ville de Cluj, dans « Revista de igiena sociala », Cluj, numéro d'octobre 1934 en traitant les complications de l'avortement criminel, dit :

« ...Les statistiques des cliniques et des hôpitaux montrent des résultats beaucoup plus favorables en face des cas cachés et traités à domicile », et plus loin : « ...Le fait est bien connu qu'un nombre infime arrive à la connaissance des autorités et le nombre des infractions qui arrivent à être punies est infiniment plus petit. »

On peut dire que tout le monde est d'accord qu'entre le nombre des avortements officiellement reconnus, et leur véritable nombre il y a une différence considérable.

Essayons d'avoir un chiffre approximatif.

MM. Doléris et Moriez dans la statistique qu'ils ont faite, évaluent pour la France, en 1912, le nombre d'avortements clandestins à 500.000. M. le Professeur Lacassagne de Lyon et notre Professeur M. Balthazard, de Paris, arrivent au même résultat (presque un avortement pour un accouchement).

Pour Paris, le nombre d'avortements était évalué par Bertillon à 50.000 par an. M. Maclair les évalue à 100.000. M. le Professeur Delbet estime que 7 % des femmes traitées dans les hôpitaux parisiens s'y trouvent pour avortement. Tous ces chiffres, comme ceux des autres pays, ne sont qu'approximatifs.

En Allemagne, le ministre de l'Assistance Publique de Prusse, donne comme chiffre d'avortement : « Au moins un avortement pour chaque naissance. »

« Dans les régions industrielles de Silésie et du Rhin,

il y a même plusieurs avortements pour chaque naissance. » On peut donc compter à 1.000.000 le nombre des avortements dans le Reich. A Berlin, le nombre des femmes tuées par l'avortement clandestin dépasse 10.000.

D'après les rapports épidémiologiques de la Société des Nations : 1.929 :

En Allemagne, d'après Heinemann et Lippmann, il aurait été pratiqué, en 1911, 240.000 avortements¹; en 1923, 500.000 ; en 1924, 875.750 ; en 1927, plus d'un million.

Le nombre total des naissances vivantes en Allemagne était en 1911 de 1.926.460 ; donc la proportion des avortements pouvait être évaluée à un avortement pour 8 accouchements. En 1923, le total des naissances vivantes était de 1.337.599, dont un avortement pour deux accouchements et demi. En 1924, le total des naissances vivantes était de 1.313.625, donc un avortement pour un accouchement et demi. En 1927, il y a déjà un accouchement pour chaque avortement.

En Angleterre, M. le Professeur Whitehouse donne les chiffres suivants concernant le nombre d'avortements sur les parturiantes admises au Birmingham General Hospital, de 1924 à 1928 :

« Ces femmes ont accouché de 3.228 enfants et ont eu 597 avortements. »

Des recherches analogues portent sur les années 1911 et 1913. Sur 33.000 cas examinés la proportion des femmes ayant eu dans leur existence au moins un avortement a été de 35,3 %.

M. le Professeur Grzywo-Dobrovski a étudié les statistiques officielles de la commission de bienfaisance et des hôpitaux de la ville de Varsovie. Voilà les chiffres :

ANNÉES	Nombre d'accouchements	Nombre d'avortements	Proportion des avortements par rap. aux accouchements
1921	3.403	1.138	1 pour 3
1922	5.917	1.100	1 pour 5,3
1923	7.108	1.761	1 pour 4
1924	7.928	1.843	1 pour 4,15

A New-York il y a d'après Stavel, 80.000 avortements par an.

*
**

Dans le passage que nous avons fait dans les différents services de chirurgie de Paris, nous étions toujours frappé par le grand nombre de malades hospitalisées pour des fausses-couches.

Nous nous sommes souvent demandés comment ces fausses-couches se sont produites. Quand on demande à la malade la cause de sa fausse-couche, elle vous répondra invariablement, avec une assurance le plus souvent forcée : « Je suis tombée dans l'escalier. » ou par une formule semblable.

Mais quand on l'approche, avec beaucoup de patience et de bonté, on arrive à gagner sa confiance et on apprend souvent des choses qui sont loin de cette affirmation première. Je n'ai pas un nombre suffisant de cas pour pouvoir tracer une courbe de la situation économique de ces malades, du nombre d'enfants qu'elles ont déjà eu,

en rapport avec leurs fausses-couches (qui ne sont pas des fausses-couches).

Mais ce que nous avons pu faire, c'est de dépister un certain nombre de ces inqualifiables individus qui profitent de la misère des femmes malheureuses pour faire fortune.

On fait à Paris un commerce très développé de la pratique de l'avortement clandestin. Il n'y a pas à Paris, une femme qui ne trouvera pas quelqu'un pour la faire avorter. Il y en a à tous prix, toutes catégories, dans chaque quartier.

Commençons par les moins chers.

Nous avons connu une femme mariée, avec deux enfants. Le mari, petit commerçant, gagne à peine la vie misérable de la famille, surtout pendant la crise. Je l'ai vue dans le quatrième mois de sa grossesse; grossesse se développant normalement, sans aucun antécédent de fausse-couche, les deux autres enfants bien portants. Dans deux semaines, je la revois. Elle a fait une fausse-couche. La cause : « tombée dans l'escalier. » La chose paraissait suspecte. Avec beaucoup de patience, nous sommes arrivé à gagner la confiance de cette malade et elle avoue s'être fait avorter par une faiseuse d'ange de son quartier. Nous sommes même arrivé à avoir l'adresse de cette femme et avec une amie, qui a bien voulu nous aider, nous sommes allé la voir.

Après être entré dans un couloir obscur, nous arrivons dans une cour intérieure où le ciel ne représente qu'une petite tache grise qu'on regarde à travers la gueule du

fourneau formé par les murs. Au rez-de-chaussée, nous frappons à une porte. Une vieille de 50 à 60 ans nous apparaît. Un visage accueillant et doux. Elle nous fait entrer dans un petit appartement obscur formé de deux petites pièces dont une sert de salle à manger et cuisine, l'autre de chambre à coucher.

Nous lui expliquons rapidement de quoi il s'agit, en lui indiquant la femme qui nous a recommandé.

L'affaire est vite tranchée.

Le prix : 200 francs. On met la parturiente en position gynécologique, si on peut appeler cette position gynécologique. Le lit tient place de table d'opération. D'un tiroir la vieille femme sort un spéculum qui s'y trouvait parmi des linges sales, et une sorte de boule formée de morceaux de chiffons et se terminant par un fil. Entre temps, elle nous explique l'opération. Elle va lui mettre une bougie Chaumel et le lendemain une laminaire. Au moment où la vieille se prépare à mettre son spéculum, nous avons arrêté l'opération. Depuis ce jour, je m'étonne qu'il y ait seulement un nombre relativement faible d'infections parmi le grand nombre de femmes qui se font avorter.

Nous en avons visité comme cela trois ou quatre. Le prix varie entre 150 et 250 francs. Les méthodes varient entre la bougie Chaumel, la sonde et la laminaire.

Une chose ne varie pas, c'est l'asepsie. Elle est toujours effroyable.

Montons un peu sur l'échelle sociale. Nous sommes

arrivés chez un monsieur près de la Porte de Saint-Cloud. Un appartement au premier fort bien installé. L'opérateur nous reçoit lui-même dans une salle d'attente, style Louis XV, on nous fait entrer dans une salle d'examen assez bien installée. L'opérateur nous reçoit en blouse blanche, manuel opératoire : dilatation avec des bougies Hégar, suivie de curetage. Cinq minutes de repos après et vous êtes libre.

Prix : cinq cents francs.

Voyons maintenant une troisième catégorie.

Siège social dans une rue près de la Place Victor-Hugo. Nous sommes reçus par un valet de chambre en tenue et introduits dans un appartement très luxueux. Dans la salle d'attente attendent trois femmes. Nous sommes introduits à notre tour dans un cabinet où un monsieur décoré de la Légion d'honneur nous reçoit. Tout de suite les pourparlers s'entament. L'opération se fera demain si nous voulons bien, dans une clinique. Repos : 5 à 7 jours. Prix : 1.500 francs.

En dehors des gens qui opèrent chez eux, nous en connaissons une foule qui font leur petite besogne à domicile. Le prix varie d'après les circonstances entre 300 et 1.000 francs. Faut-il dénoncer tout cela ? Voilà l'opinion de M. Barthélemy, doyen de la Faculté de Droit de Paris : « Je connais, dit-il, de nombreuses officines où l'on ne fait que cela du matin au soir et où s'édifient des fortunes. Il faut les dénoncer ! Je l'ai fait... sans aucun succès ; alors, pourquoi dénoncer ? »

*
**

Voyons les conséquences de l'avortement. Dans tous les cas l'avortement est dangereux. Mais les risques sont en rapport avec la méthode d'opération, la science de l'opérateur et l'asepsie plus ou moins rigoureuse qu'on emploie. Pour cela, nous parlerons des risques dus à l'avortement clandestin pour pouvoir ensuite en quelques mots étudier les conséquences de l'avortement légal, tel qu'ils se pratiquent actuellement dans un certain nombre de pays, notamment en U. R. S. S.

Une des premières conséquences de l'avortement clandestin est la limitation des naissances. Cette limitation des naissances peut être de deux ordres :

a) Immédiate, ce que tout le monde comprendra.

b) Médiante. Dans les cas les plus favorables où tout semble bien guéri, il n'est pas rare de voir s'installer une stérilité définitive. Ainsi un grand nombre de femmes qui voudront avoir un enfant dans la suite ne le pourront plus. Dans la statistique faite dans le service de notre maître le Docteur Devraigne, à Lariboisière, sur 211 femmes atteintes de stérilité secondaire, toutes avaient présenté un ou plusieurs avortements. Ce qui fait, pour ces cas, une proportion de 100 %. Nous ne parlons pas ici des cas où une intervention mutilatrice empêchera pour toujours le bonheur d'avoir un enfant par la suite.

Une autre conséquence de l'avortement clandestin, c'est l'influence désastreuse sur la santé de la femme. D'après M. Mauclair, sur 100.000 avortements, 90.000

n'entraînent pas de conséquences graves, sur les 10.000 qui restent, 6.000 morts surviennent dans les jours qui suivent l'avortement, et 2.000 à 3.000 femmes meurent ultérieurement de suppuration pelviennes. En pratique, cette mortalité oscille entre 4,5 et 14 %, suivant les auteurs :

D'après Doléris, la mortalité est de 6 % ; d'après Winter, de 13 % ; d'après Kircener, de 14 % ; d'après Schottmuler, de 10 % ; d'après Trenb, de 4,5 % ; d'après Kower, de 9 %.

En dehors de ces éventualités extrêmes de la mort, des maladies plus ou moins graves s'ensuivent.

Voilà quelques chiffres :

A Varsovie, d'après Grzywo-Dobrowski, on a enregistré en 1921-1926, 171 décès comme dûs à l'avortement. Pendant le même laps de temps, on a enregistré 416 cas de fièvre puerpérale dûs à l'accouchement. Tandis que le rapport entre le nombre d'avortements et le nombre d'accouchements a été en moyenne de 24 %, le rapport entre le nombre de décès consécutifs à l'avortement et ceux qui sont dûs à l'accouchement a été de 42 %, c'est-à-dire presque le double.

En Allemagne, d'après Hansberg et Gratzohn, environ 4 % des femmes admises dans les hôpitaux succombent. 50 % font de la fièvre et 3 % présentent des maladies graves. M. Maclair estime que sur 100.000 femmes avortées, 11.000 ont à souffrir du ventre dans la suite (métrite, salpingite, etc...)

Nous nous sommes occupés jusqu'ici des avortements clandestins. Voyons si l'avortement artificiel pratiqué par un spécialiste, avec toutes les garanties d'asepsie, n'est pas nuisible. M. le Docteur Vignes (1) dit, avec juste raison :

« L'avortement artificiel, quel qu'en soit le motif, comporte un certain nombre de risques, le risque traumatisme si habile que soit l'opérateur, le risque hémorragie, le risque infection mortelle et le risque séquelle locale et générale d'infection. On peut concevoir cependant, que ces risques sont annihilés ou du moins, très diminués. »

D'après M. le Professeur Serdukoff, de Moscou, ces risques peuvent être divisés en :

Risques majeurs :

L'avortorium de l'Hôpital Dostoiewski, sur 2.699 avortements pratiqués en 1925, constate :

L'élévation thermique inférieure à 37°5, 93,4 % ; à 37°5 à 38°, 5,4 % ; supérieure à 38°, 1,3 % ; perforation de l'utérus dans 0,15 % des cas.

Pour les accouchements ultérieurs à l'avortement artificiel, M. Iankovitz, de Moscou, sur 2.383 femmes dont 1.723 n'ont pas eu d'avortements dans leurs antécédents, et 661 ont eu deux, trois ou plus, constate que dans le deuxième groupe :

1° L'élévation thermique a été trois fois plus fréquente.

(1) Dangers et inconvénients de l'avortement artificiel. Dr. Vignes « Concours médical », 21 octobre 1928.

2° La durée de l'accouchement trois fois plus longue.

3° L'insertion du placenta sur le segment inférieur 5,3 fois plus fréquent.

4° Adhérence anormale du placenta 2,2 fois plus fréquent.

5° Involution ralentie, 4 fois plus fréquente.

Les risques mineurs.

Ils consistent dans l'apparition d'une dysménorrhée 0,5 %. Des douleurs hypogastriques, diminution des règles, 74 %. Frigidité plus ou moins accentuée, etc...

En conséquence, il nous semble qu'en face des risques graves de l'avortement clandestin, les risques de l'avortement contrôlé sont peu de chose.

CHAPITRE III

En commençant ce travail, nous avons dit nous trouver en face de trois tendances qui luttent contre les désavantages de l'avortement clandestin. Nous voulons voir très rapidement les arguments de chacune de ces tendances.



Une de ces tendances qui dit : que le seul moyen d'enrayer l'avortement, et donc ses conséquences, est constitué par les mesures punitives, est encore à l'ordre du jour dans un grand nombre de pays, comme la France, l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne et bientôt la Roumanie.

Nous avons mentionné les lois françaises. Que disent-elles ?

Article 317. — Quiconque, par aliment, breuvage, médicament, manœuvres, violences ou par tous autres moyens, aura procuré ou tenté de procurer l'avortement à une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 500 francs à 10.000 francs. »

De même, sont punis d'emprisonnement et d'amendes,

les femmes qui se font avorter elles-mêmes. Dans le même sens, sont punis les gens qui auront indiqué ou favorisé le moyen d'avortement.

Dans le même sens, sont rédigés les lois allemandes, italiennes, anglaises, etc...

La loi italienne, par exemple, dit :

Article 381. — Toute femme qui se sera fait avorter, par ses propres moyens ou avec l'aide d'un tiers... sera punie de un à quatre ans de prison, etc...

Examinons les résultats de cette législation.

Le nombre des poursuites a-t-il augmenté ?

Depuis 1826 à 1900, donc dans une période de 75 ans, le nombre total des poursuites a été de 795 en France.

Depuis la loi de 1927, les poursuites ont-elles augmenté ?

Dans une faible mesure, car les 200 à 300 poursuites par an, face aux 500.000 avortements clandestins, ne sont pas, vraiment, grand'chose.

Le nombre des avortements clandestins a-t-il diminué ? Nous croyons avoir répondu à cette question.

Le nombre des naissances a-t-il augmenté ?

Sous le titre « Bataille démographique », le journal *Le Temps*, du 11 février 1935, publie un article sur la natalité italienne, dont nous extrayons ces quelques remarques :

« La crise de la natalité italienne inquiète sérieusement les autorités, et tous les journaux s'en occupent. Ils essaient surtout de détruire certaines légendes, comme celles qui prétendent qu'un pays dont la population

augmente s'appauvrit. Nous avons relevé que les pertes consécutives à la diminution des naissances depuis 1922 avaient été évaluées à 3.370.000. *Le Popolo d'Italia* montre que le vide ainsi creusé dans les rangs de la nation italienne est quatre fois plus important que celui causé par la guerre de 1915-1918. »

Voilà maintenant la conclusion du journal *Le Temps* :

« Tous ces côtés de la question sont mis en relief par la presse, mais arrivera-t-elle à secouer l'inertie, à détruire le goût d'un bien peut-être facile, mais dangereux ? »

Quelle est la situation en France ? Quelques chiffres statistiques nous renseigneront.

Statistique de la natalité publiée par la Société des Nations, 1929.

NATALITE

Taux par 1.000 habitants, non compris les morts-nés.

	1911	1912	1913	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932
Allemagne ...	28,6	28,3	27,4	19,7	25,8	25,1	23,1	21,1	20,5	20,7	19,3	18,4	18,6	17,8	17,5	16,0	15,1
Angleterre et Pays de Galles	24,4	24,0	24,1	18,5	25,5	24,4	20,4	19,7	18,8	18,3	17,8	16,6	16,7	16,3	16,3	15,8	15,3
France	18,7	19,0	18,8	13,0	21,4	20,7	19,3	19,1	18,7	19,6	18,8	18,2	18,3	17,7	18,0	17,5	17,3
Roumanie	42,7	43,9	42,4		34,8	39,6	38,6	37,7	38,0	36,5	36,0	35,1	35,8	34,0	34,9	33,3	35,9

Nous voyons donc que la tendance générale, dans tous les pays civilisés est à une diminution de la natalité. Quoi qu'en France, la diminution de la natalité 4,5 %

soit moins sensible qu'en Allemagne par exemple, 35,1 %.

Et parce que nous sommes aux tableaux statistiques, donnons encore un tableau qui nous montrera la mortalité générale (Société des Nations 1929).

MORTALITE GENERALE

Taux par 1000 habitants, non compris les morts-nés.

	1911	1912	1913	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1332
Allemagne ...	17,3	15,6	15,0	15,4	15,1	13,9	14,4	13,9	12,2	11,9	11,7	12,0	11,6	12,6	11,1	11,2	10,8
Angleterre et Pays de Galles	14,6	13,4	13,8	14,0	12,4	12,1	12,8	11,6	12,2	12,2	11,6	12,3	11,7	13,4	11,4	12,3	12,0
France	19,4	17,5	17,1	19,0	17,2	17,7	17,4	16,7	16,8	17,4	17,4	16,5	16,4	17,9	15,6	16,2	15,8
Roumanie	23,5	23,1	26,3		26,7	23,8	23,7	23,1	23,4	21,8	22,1	22,9	26,2	21,4	19,4	20,8	21,7

De la comparaison de ces deux tableaux, il ressort que sur le chapitre de la mortalité, un gros effort à faire s'impose en France et surtout en Roumanie.

Mais ce qui nous intéresse, c'est que la natalité s'est trouvée très peu influencée par les lois répressives sur l'avortement.

**

Une autre tendance : les néomalthusiens luttent avec beaucoup de courage pour une liberté absolue dans la propagande anticonceptionnelle et pour l'avortement libre.

Nous ne pourrions pas mieux exposer leurs doctrines qu'en citant quelques phrases de M. Sixte-Quenin qui

défend, dans une proposition de loi, demandant l'abolition de l'article 3 de la Loi du 31 juillet 1920 (réprimande de la propagande anticonceptionnelle) les thèses néomalthusiennes.

« Si l'espèce humaine n'avait pas trouvé devant elle la limitation des moyens d'alimentation et rencontré des obstacles naturels ou artificiels contre sa propagation : épidémies, famine et guerres, la terre, depuis des siècles, aurait été littéralement couverte de couches superposées d'êtres humains. »

« La France pourrait nourrir 100 millions d'habitants et plus ? Admettons-le... Et puis, chaque Français en serait-il plus heureux ? Mais la France pourrait-elle nourrir 200 millions, 500 millions, 1 milliard d'habitants ? C'est cependant à ce chiffre fantastique que l'on finirait par aboutir », et plus loin : « Quelle joie ce serait, de vivre dans une pareille fourmilière humaine, sur ce sol où l'on ne pourrait plus trouver nulle part un endroit silencieux et solitaire, où se reposer du fracas de la ville urbaine ?... C'est sur la terre tout entière... que grouilleraient des foules humaines ne trouvant plus suffisamment d'herbe et d'écorces d'arbres pour se nourrir. »

En lisant ces lignes, on aurait dû sentir un frisson nous parcourir l'échine et un dégoût immense de la vie nous envahir, en nous imaginant cette humanité pullulant comme des vers sur un cadavre.

Nous croyons que la loi malthusienne a été démentie

par la réalité. L'humanité n'augmente pas en proportion géométrique et la nourriture en proportion arithmétique ; peut-être le contraire serait vrai. Mais à quoi bon nous lancer dans des calculs abstraits, quand nous avons devant nous une réalité dont l'analyse peut nous montrer la vérité ? Est-ce vrai « que la prudence natale dont les Français ont donné l'exemple depuis des années, est une des raisons — sans doute la principale — qui ont permis à leur pays de connaître l'un des derniers, la crise économique et de la sentir moins fortement ? » comme dit M. Sixte-Quenin. Nous croyons que cette argumentation ne peut tenir debout. Si la France est entrée dans la crise plus tard que les autres pays, et si elle la ressent moins fortement, cela tient à des causes que nous ne pouvons pas analyser ici.

Mais nous nous permettons de rappeler que la crise que nous traversons, n'est pas une crise de surproduction. Il est bizarre et incompréhensible de voir d'un côté des milliers et des milliers de tonnes de blé, de vin, de lait, etc., qu'on brûle ou qu'on vide dans les ruisseaux, et de l'autre côté des millions d'êtres humains qui meurent de faim. Nous ne pouvons pas comprendre que des milliers de logements restent vides et que des millions d'hommes ne savent où loger ; que les magasins regorgent d'étoffes et que des hommes n'aient pas de quoi se vêtir.

Nous croyons que c'est là justement, la cause de la crise et du même coup, la solution du problème de la natalité.



La troisième tendance consiste à dire que l'avortement est condamnable, qu'il soit artificiel ou clandestin, parce que, comme nous l'avons vu, il est nuisible pour la femme. Pour l'empêcher, disent les adeptes de cette théorie, il faudra changer les bases mêmes du système social. Ce changement absolument nécessaire, si nous voulons que l'humanité progresse, abolira de lui-même l'avortement, disent-ils. Mais ce changement ne pourra pas se faire du jour au lendemain. Il y aura un certain temps d'accommodation. Alors, en attendant des temps meilleurs, quand l'avortement disparaîtra de lui-même, tâchons de le rendre le moins nuisible. Et comme c'est l'avortement clandestin qui fait le plus de torts aux femmes, rendons-le impossible en légiférant l'avortement légal (1).

En s'inspirant d'une partie ou de tous ces raisonnements, un nombre de pays ont légalisé l'avortement sous certaines conditions. Parmi ces Etats, on peut citer l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, la Tchécoslovaquie, la Pologne. Dans ces pays, l'avortement n'est pas puni s'il est pratiqué par un médecin compétent, dans les conditions d'asepsie parfaite, motivée par une circonstance médicale ou sociale. Mais, en échange,

(1) Thèse soutenue par M. Clamamus dans le Projet de Loi qu'il a déposé au Parlement. Voir N° 1 Le Problème Sexuel Paris 1935.

comme en U. R. S. S., la clandestinité est très sévèrement punie. Le résultat de cette pratique dans les pays où elle a été appliquée, a été une augmentation des avortements légaux dans le détriment des avortements clandestins.

CONCLUSION

1° Les idées sur l'avortement ont évolué avec le temps.

2° L'avortement clandestin est un fléau social qui fait des milliers et des milliers de victimes chaque année, à travers le monde.

Le plus souvent, l'avortement clandestin tient à une mauvaise situation matérielle de celles qui le subissent.

3° Pour combattre les ravages causés par l'avortement clandestin, trois théories sont en présence :

a) La théorie répressive.

b) La théorie néo-malthusienne.

c) La théorie qui préconise l'avortement libre.

Quelles que soient ces théories, une protection bien comprise de la mère et de l'enfant améliorera pour beaucoup la situation actuelle.

VU :

Le Doyen,
ROUSSY.

VU :

Le Président de la thèse,
L. TANON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- ARISTOTE. — Traité de la « Génération des Animaux », trad. par I. Barthélemy de Saint-Hilaire, Paris 1887.
- ARISTOTE. — Histoire des animaux, trad. par I. Barthélemy de Saint-Hilaire, Paris 1883.
- ARISTOTE. — Politique, trad. par J. Barthélemy de Saint-Hilaire, Paris 1883.
- BALTHAZARD ET PRÉVOST. — Une plaie sociale : les avortements criminels, Paris 1922.
- BAR, BRINDEAU, COUVELAIRE, J.-L. FAURE, HARTMANN, JEANNIN, PINARD et PRÉVOST. — Gynécologie et obstétrique, Paris 1932.
- COLLIGNONE. — Avortement, progression, ascendance de leur nombre, ses causes. Thèse, Paris 1810.
- COUVELAIRE, LEMIERE, LENORMANT. — Pratique médico-chirurgicale. Tome I. Paris 1931.
- CRUVEILHIER. — Recueil des lois assyriennes, Paris 1926.
- CUQ EDOUARD. — Etudes sur le droit babylonien, Paris 1929.
- DELAFLANE. — L'avortement criminel dans ses rapports avec les théories néo-malthusiennes. Thèse Paris 1911.
- DECHAMPS M. — Dépopulation de la France.
- DECANTE G. — Avortement et traumatisme accidentel. Thèse Paris 1932.
- DUCHARME CÉSAR. — L'avortement, clandestinité ou légalisation. Paris 1933.

- DURAN DE MAILLANE. — Dictionnaire de droit canonique. Lyon 1770.
- DUMAS ALPHONSE. — Contribution à l'étude de l'avortement criminel. Thèse. Paris 1911.
- ENGELS FRÉDÉRIC. — L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat.
- ENGELS FRÉDÉRIC. — Anti-Duhring.
- HARLEZ (Mg. C. de). — Le livre sacré du zoroastrisme, Paris 1881.
- HIPPOCRATE. — Œuvres complètes. Paris.
- ISAKSON SAMUEL. — Etude comparative des différentes législations anti-abortives. Thèse, Paris 1931.
- LAFARGUE PAUL. — Le déterminisme économique.
- MONIN R. — Dépopulation en rapport avec les théories néo-malthusiennes. Thèse, Paris 1910.
- MORIEZ (S. du). — L'avortement ; ses conséquences au point de vue de la dépopulation en France. Thèse Paris 1912.
- MINOR. — La législation des avortements en U. R. S. S. Thèse, Paris 1928.
- PLATON. — La République, trad. Victor Cousin, Paris 1834.
- PFEIFER M. — Avortement criminel, prophylaxie. Thèse Paris 1909.
- REINACH SOLOMON. — L'apocalypse de Saint-Pierre, Paris 1893.
- ROUDERGUES. — Dépopulation française. Thèse, Paris 1910.
- ROUBAKINE (Dr. A.). — La protection de la santé publique dans l'U. R. S. S.

Publiés par la Société des Nations :

« Essai d'une statistique comparative de la morbidité de-

- vant servir à établir les listes spéciales de causes de morbidité », par Dr. E. ROESLE, Genève, 1928.
- « Statistiques démographiques officielles de la République Française », Genève, 1927.
- « Rapports épidémiologique », de 1927 à 1934, Genève
- « Memorandum relatif aux enquêtes sur les causes et la prévention de la mortalité pendant la première année de la vie », Genève, 1930.
- « Rapport du comité rapporteur pour la protection de la mère. L'hygiène de la première enfance et de l'enfance
- « Protection de la maternité et de l'enfance en Russie soviétique ». E. Canus. Genève, mars 1934.
- SCHEIL. — La loi de Hammourabi, Paris, 1904.
- TORNÉ R. — Avortement criminel. Diag. clinique et traitement. Thèse, Paris 1910.
- TANON L. — Histoire des justices des anciennes églises et communautés monastiques de Paris. Paris, 1883.
- TANON L. — Registre criminel de la justice de Saint-Martin des Champs, à Paris, du xiv^e siècle. Paris, 1887.
- ZANCAROL JACQUES. — L'évolution des idées sur l'avortement provoqué. Paris, 1934.

Imprimerie Spéciale de la Librairie RODSTEIN, Paris

